

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.373
24 juillet 1986

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT SOIXANTE-TREIZIEME SEANCE PLENIERE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 24 juillet 1986, à 10 h 30

Président : U TIN TUN (Birmanie)

GE.86-63639/3243f

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 373ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément au calendrier des réunions prévues pour cette semaine, la Conférence poursuivra son examen du point 4 de l'ordre du jour, intitulé "Armes chimiques". Toutefois, conformément à l'article 30 du Règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

D'après le calendrier établi pour cette semaine, la Conférence poursuivra aujourd'hui, dans le cadre d'une réunion officielle qui se tiendra immédiatement après la séance plénière, son examen sur le fond du point 2 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

Sont inscrits sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants du Pérou, de la République démocratique allemande et de la République fédérale d'Allemagne.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou, l'Ambassadeur Morelli-Pando.

M. MORELLI-PANDO (Pérou) (traduit de l'espagnol) : La délégation péruvienne est heureuse de vous féliciter, Monsieur le Président, de la compétence et de l'efficacité avec lesquelles vous remplissez vos délicates fonctions, vous qui êtes le digne représentant de la Birmanie, ce prestigieux pays membre du Groupe des 21. Je tiens à exprimer la satisfaction personnelle que j'éprouve à m'associer à nouveau aux travaux de ce forum en tant que représentant de mon pays et, en cette qualité, je tiens à vous assurer, ainsi que les autres représentants, d'une collaboration constructive, offerte dans un esprit de bonne volonté. Je voudrais aussi vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les autres représentants, pour les paroles de bienvenue qui m'ont été adressées.

La délégation péruvienne n'a jamais cessé d'évoquer la situation critique que traverse le monde en raison de la course aux armements, dont les principaux responsables sont les puissances nucléaires, qui sont aussi dotées des arsenaux militaires les plus vastes.

Comme l'a dit le Président de la République du Pérou dans la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 23 septembre 1985 :

"... Nous ne représentons la stratégie d'aucune puissance, nous n'avons pas non plus été contaminés par la vision égocentrique de la sécurité qui caractérise les grandes puissances. Pour elles, leur propre sécurité, c'est l'insécurité des autres, mais de cette façon, on en arrive toujours à l'insécurité de tous".

Je voudrais maintenant aborder le point à l'étude relatif à l'interdiction complète des armes chimiques. En 1985, le Pérou a adhéré au "Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques" et a également ratifié la "Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction".

(M. Morelli-Pando, Pérou)

Par ces deux actes, mon pays a montré qu'il rejetait ces armes de destruction massive et qu'il était prêt à contribuer à la conclusion rapide d'un traité interdisant à tout jamais la mise au point, la fabrication, le stockage et le transfert des armes chimiques et assurant la destruction des stocks existants.

Il y a déjà plus de cinq ans que cet organe de négociation travaille à un rythme accéléré. Cependant, le fait que, malgré les efforts accomplis, il est aujourd'hui prouvé que des armes de destruction massive sont utilisées dans des guerres locales ne laisse pas d'être préoccupant. De même, il est inquiétant pour les pays qui se situent en dehors des rivalités sur le plan des armements, comme le Pérou, de voir s'ouvrir une nouvelle phase de l'armement chimique avec la fabrication des armes dites binaires, qui représentent un mode d'extermination encore plus perfectionné et plus perfide.

Nombreux sont ceux qui, animés sans nul doute des meilleures intentions, préconisent une "solution dite définitive et globale" du problème de la prolifération et de l'utilisation des armes chimiques. Cependant, cette position, logique et digne d'attention, si l'on se situe dans une perspective à court terme, peut avoir l'effet contraire si la recherche de cette "solution définitive et globale" devient un moyen commode de légitimer le statu quo actuel, que caractérise la politique du fait accompli dans la mise au point, la fabrication, voire le déploiement et l'utilisation d'armes chimiques. De même, s'agissant d'une solution à court terme, il est fort probable que tous les Etats représentés dans cette instance s'accordent à penser que les négociations devraient être menées à bien, en 1987 au plus tard, mais il en est aussi qui spéculent sur le déploiement de nouvelles armes chimiques à compter de ce moment-là, au cas où l'objectif recherché ne serait pas atteint, et qui introduisent de la sorte un élément de perturbation qui pourrait aussi bien être le signe annonciateur d'un échec qu'un instrument de négociation.

Il ne fait aucun doute que pour mener nos travaux à bien dans les plus brefs délais, il faut une ferme volonté politique, en particulier de la part des pays qui, du fait qu'ils participent à la fabrication d'armes chimiques, portent le plus gros des responsabilités. La Conférence du désarmement étant un organe qui a pour vocation de négocier diverses questions prioritaires de désarmement et non un forum servant à justifier ou à expliquer la course aux armements, mon pays a bon espoir de voir cette volonté politique se manifester le plus tôt possible.

Dans cet ordre d'idées, il est évident que la création d'un mécanisme visant à réduire la méfiance ou la crainte entre les Etats, grâce à la transparence de l'inventaire des armes chimiques existant dans divers pays, contribuerait à promouvoir les négociations en cours. Pour résoudre le problème conceptuel, les informations pourraient se limiter à tout ce qui est indiscutablement considéré comme une arme chimique, encore que nul n'ignore que, moyennant la volonté politique, il est possible de surmonter cet obstacle, comme tout autre.

Quant aux divers éléments appelés à faire partie intégrante du futur traité, ma délégation estime qu'il y a lieu de formuler les observations suivantes : i) l'interdiction doit être complète et n'établir aucune distinction entre les Etats parties, ii) dans l'hypothèse que certains Etats

(M. Morelli-Pando, Pérou)

resteront en marge de cet instrument multilatéral, l'interdiction doit viser également toute forme de coopération susceptible de permettre à un tiers de fabriquer ces armes de destruction massive, iii) le système de vérification doit avoir pour but tant d'assurer la destruction des armes chimiques existantes que d'empêcher, vu le risque de détection rapide, la mise au point et la fabrication clandestines ou à partir de moyens licites de telles armes, iv) le traité doit établir un organisme international chargé d'appliquer les mesures de vérification et de procéder à des inspections de routine et par mise en demeure, v) il convient d'établir en outre un mécanisme de vérification qui entrerait en jeu dans les cas où l'on soupçonne l'utilisation de ces armes de destruction massive.

Malgré les progrès significatifs accomplis jusqu'à présent par le Comité spécial des armes chimiques, nous sommes tous conscients qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. C'est pourquoi ma délégation partage pleinement l'opinion exprimée par le distingué représentant du Japon quant à la nécessité de nous concentrer sans délai sur les principes de base et de confier à une instance d'une haute compétence technique le soin d'étudier les détails.

De toute évidence, si le Comité spécial des armes chimiques ne parvient pas à conclure ses travaux à bref délai, il ne restera pas d'autre choix, de l'avis de ma délégation, que de favoriser l'établissement de zones exemptes d'armes chimiques dans les régions où les conditions s'y prêtent. A cet égard, l'Amérique latine a acquis, du fait du Traité de Tlatelolco, une précieuse expérience susceptible d'être d'une grande utilité pour éliminer au niveau régional le fléau des armes chimiques, qui ont pour dénominateur commun avec les armes nucléaires d'être des armes de destruction massive.

Le Pérou, qui est partie contractante au Traité de Tlatelolco, non seulement voit avec intérêt cette approche régionale à l'interdiction des armes chimiques mais, depuis quelques mois et sur l'initiative du Président de la République, déploie au niveau de l'Amérique du Sud des efforts importants, bilatéraux d'abord, en vue de parvenir à des ententes conduisant à la conclusion d'un accord sur la limitation des dépenses d'armement.

Sans préjudice de notre participation active aux négociations sur le désarmement, sur la base des priorités établies dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le Gouvernement péruvien estime que les conditions de vie dramatiques d'une grande partie de la population nécessitent l'affectation d'une part appréciable des ressources allouées au budget de la défense à des tâches vitales de développement économique et social. Il y va d'un problème moral et aussi de la cohérence d'une politique de désarmement qui, à défaut de résultats tangibles au niveau mondial, s'emploie de manière pragmatique et prudente à faire face sur le plan régional aux priorités énoncées dans ce Document final.

La délégation péruvienne estime que l'occasion est favorable pour ajouter quelques réflexions sur d'autres points névralgiques de l'ordre du jour, compte tenu de leur importance primordiale et des prises de position dont ils ont fait l'objet.

(M. Morelli-Pando, Pérou)

Le Document final de 1978 englobait tous les aspects du désarmement nucléaire et leur assignait à tous un caractère prioritaire. Néanmoins, il en est un qui exige une attention immédiate : la cessation des essais d'armes nucléaires.

Le moratoire unilatéral proclamé par l'une des grandes puissances à titre temporaire, mais prolongé jusqu'à présent, est un signe encourageant, de même que l'annonce de la reprise des négociations bilatérales à ce sujet. Cependant, s'il était compréhensible que la question de la cessation des essais nucléaires soit traitée au début à l'échelon bilatéral ou trilatéral, elle relève en fin de compte de la compétence de ce forum multilatéral de négociation, comme l'a souligné le distingué représentant de la Suède. Elle revêt un intérêt légitime pour la communauté internationale, aussi, appartient-il à la Conférence du désarmement de contribuer à définir un futur régime de coopération mondiale en la matière.

Dans le sens des considérations précédentes et vu l'absence de progrès à la Conférence du désarmement, on peut mentionner l'intéressante initiative qui vise à convoquer une conférence chargée d'amender l'article II du Traité de Moscou de 1963 afin de donner une portée générale à l'interdiction partielle contenue dans cet instrument, comme il est envisagé dans la résolution 40/80 B de l'Assemblée générale, dont le projet a été coparrainé par le Pérou.

De même, dans la mesure où la prolifération verticale stimule la prolifération horizontale des armes nucléaires, il convient de tenir compte de l'appel lancé à la troisième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non prolifération des armes nucléaires (TNP) concernant le caractère prioritaire que revêt la cessation des essais d'armes nucléaires. Cette exigence correspond à la lettre et à l'esprit du TNP, qui doit être appliqué sans retard si l'on veut assurer la continuité et promouvoir une plus large adhésion à cet important instrument multilatéral dont les dispositions n'ont été intégralement respectées jusqu'à présent que par les Etats parties non dotés d'armes nucléaires.

S'agissant de la prévention de la course aux armements dans l'espace, on a déjà tout dit dans ce forum sur les conséquences qu'aurait l'extension à l'espace de la rivalité déjà préoccupante à laquelle se livrent les grandes puissances pour obtenir la suprématie universelle.

Si, d'une part, le développement relativement moins avancé de la course aux armements dans l'espace permet de prévenir ce qui, manifestement, est évitable, il attise d'autre part la dangereuse tentation d'établir de nouvelles frontières défensives. En apparence, il s'agirait simplement de promouvoir des activités préliminaires à des fins de recherche-développement, mais on pourrait en fait se heurter au phénomène bien connu de l'inertie dans la dynamique de l'armement, qui est en soi capable d'engendrer, à partir de cette première phase exploratoire, des activités de plus grande envergure et, finalement, d'amener la mise en place de nouveaux systèmes d'armes.

Nous avons entendu ici des opinions novatrices, comme celles qui voient une certaine analogie entre le problème de la haute mer et celui de l'espace. Cependant, indépendamment de la relativité de toute analogie, une approche

(M. Morelli-Pando, Pérou)

globale du problème de l'espace se rapprocherait davantage de l'optique adoptée en son temps par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. A cet égard, ma délégation s'efforcera en une autre occasion de développer ses idées sur la valeur peut-être exemplaire du concept de "patrimoine commun de l'humanité", énoncé dans la Convention sur le droit de la mer.

Ma délégation partage l'opinion du distingué représentant de la Chine quant à la nécessité de défendre d'abord la cause du non-armement de l'espace, pour s'attaquer ensuite au problème complexe de sa démilitarisation.

A un niveau purement pragmatique, le Pérou croit qu'il faut compléter le Traité de 1967 relatif à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, et qu'il est essentiel de réaffirmer la validité du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles et d'élargir la portée de cet instrument. Certes, ce ne sont pas là des solutions définitives ou exhaustives, elles peuvent néanmoins constituer des palliatifs indispensables, alors qu'on négocie des accords plus vastes.

Comme l'a dit voici quelques jours le Ministre des relations extérieures de Sri Lanka, la nouvelle ère spatiale exige une structure institutionnelle de caractère mondial, qui fasse de l'espace un domaine exemplaire de coopération internationale. La délégation de mon pays partage donc pleinement l'accueil réservé par l'éminent ministre à l'idée de convoquer une conférence internationale qui pourrait fort bien être la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE). Elle aurait, entre autres, pour objectif la création d'une agence internationale de l'espace qui permettrait d'utiliser, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, les vastes connaissances techniques accumulées au cours des 20 dernières années. La conquête de l'espace ne doit pas servir à appuyer des politiques faustiennes de puissance, mais à sortir l'homme de l'arriération économique et de la misère.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pérou de sa déclaration et des mots aimables qu'il m'a adressés.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord souhaiter chaleureusement la bienvenue parmi nous au Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, M. Martenson, et exprimer l'espoir que son séjour à Genève sera agréable et fructueux. Permettez-moi aussi de saluer la présence de notre collègue, l'Ambassadeur du Pérou, S.E. M. Morelli-Pando, qui vient de s'adresser à nous. Nous lui souhaitons un plein succès dans ses travaux et l'assurons de l'étroite collaboration de notre délégation.

Avant d'examiner la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, je voudrais évoquer brièvement la déclaration faite mardi dernier par le distingué représentant de l'URSS, l'Ambassadeur Issraelyan. Ses propositions concernant les aspects liés à la vérification d'une interdiction

(M. Rose, République démocratique allemande)

des essais ont reçu un accueil très positif de la part des membres de la Conférence. L'Union soviétique a de nouveau prouvé sa volonté inébranlable de parvenir à la cessation de tous les essais nucléaires. Je tiens à rappeler qu'il y a maintenant près d'un an que ce pays observe un moratoire unilatéral sur tous les essais nucléaires.

L'URSS a indiqué très clairement qu'elle fera tout ce qui est nécessaire et possible pour assurer valablement la vérification d'une interdiction complète des essais. Le Groupe des pays socialistes a exposé sa position concernant le point 1 de l'ordre du jour de la Conférence dans le document de travail CD/701. Chacun peut en conclure que les pays concernés sont prêts à accomplir un travail constructif afin de trouver des solutions généralement acceptables à tous les problèmes que pose un traité d'interdiction complète des essais, y compris ceux de la vérification. Il appartient maintenant à l'autre grande puissance nucléaire de suivre l'exemple de l'URSS et de faire preuve de volonté politique et de souplesse afin qu'on réalise une percée décisive dans ce domaine. Il nous faut redoubler d'efforts pour parvenir à l'interdiction complète que réclame le monde entier et qui est la première mesure urgente à prendre pour mettre fin à la course aux armements nucléaires.

La résolution 40/87 de l'Assemblée générale des Nations Unies demande qu'il soit procédé à des négociations en vue de parvenir à un ou plusieurs accords sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects. Bien que le mandat et le programme de travail du Comité spécial soient loin de répondre au vœux de l'Assemblée générale, nous ne devons épargner aucun effort pour permettre à cet organe d'accomplir un travail constructif.

Nous tenons à saluer la maîtrise dont a fait preuve le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Bayart, pour arriver à un accord sur le programme de travail et nous apprécions la remarquable direction qu'il imprime aux travaux du Comité.

Dans ses activités spatiales futures, l'homme est confronté à un choix : utiliser l'espace à des fins pacifiques pour le bien de tous les peuples et respecter le droit de chaque Etat de participer à cette utilisation, ou lancer la course aux armements dans l'espace, affecter en grande partie à des fins militaires les activités entreprises dans ce milieu et faire de la sorte planer une menace sur l'avenir de tous les peuples.

A la Conférence du désarmement, nous devons surtout nous attacher à prévenir la seconde possibilité. Je ne me livrerai pas à de longs discours sur la faisabilité d'un bouclier qui pourrait, dans le cadre de l'initiative de défense stratégique, constituer une protection contre une attaque nucléaire massive. De toutes parts, on se demande de plus en plus si ceux qui ont lancé ce programme ont jamais envisagé sérieusement un tel objectif. N'avaient-ils pas plutôt pour but, dès le départ, de créer des armes spatiales destinées à s'inscrire dans une stratégie nucléaire offensive ?

Une attaque surprise à l'aide de moyens spatiaux exigerait le scénario suivant :

(M. Rose, République démocratique allemande)

- Que la constellation orbitale favorable d'un petit nombre de satellites de communication et de reconnaissance soit suffisante pour exécuter toutes les tâches décisives au cours d'une attaque surprise;
- Que certaines armes antisatellites stationnées à des endroits appropriés dans l'espace ou même sur la terre éliminent simultanément tous les moyens spatiaux importants de communication, d'alerte avancée et de télécommande dont dispose l'adversaire;
- Que, grâce à un degré de précision nettement supérieur, les dispositifs balistiques intercontinentaux détruisent au sol un pourcentage important des missiles balistiques intercontinentaux de l'adversaire;
- Que le système de l'initiative de défense stratégique tienne efficacement en échec toutes les forces stratégiques dont dispose encore l'adversaire pour riposter.

Permettez-moi d'appeler votre attention tout juste sur l'une des éventualités à ce propos. Supposons que le système IDS soit fondé sur des lasers X à propulsion nucléaire, qui figurent en effet parmi les systèmes d'armes possibles. Un bouclier complet exigerait environ 100 stations spatiales équipées de lasers X, qui attendraient une attaque massive menée par l'adversaire à l'aide de missiles balistiques intercontinentaux. Un tel système serait extrêmement onéreux, complexe et vulnérable. Or, si l'on envisage la possibilité de lancer une attaque surprise contre l'adversaire, ce qui permettrait de détruire 90 % des missiles balistiques intercontinentaux stationnés au sol, il suffirait d'environ trois lasers X - placés à ce moment au-dessus du territoire de l'adversaire à une altitude à peine supérieure à l'espace aérien - pour éliminer les missiles balistiques intercontinentaux dont disposerait encore l'adversaire, à condition, bien entendu, que celui-ci ne prenne pas de mesures de rétorsion.

Un fait s'impose : un tel système porterait un coup sérieux à la stabilité internationale. Il reviendrait notamment à détruire les fondements du système actuel de traités sur le désarmement et la limitation des armements et empêcherait de négocier avec succès des accords complémentaires dans les domaines les plus importants.

A l'issue de sa dernière visite à Moscou, le Président Mitterrand a eu parfaitement raison de souligner explicitement que l'initiative de défense stratégique constituait un obstacle à la promotion du processus de désarmement.

Pour ces diverses raisons, nous sommes opposés à toute tentative d'ajouter, par le biais d'une prétendue initiative de défense européenne, une autre variante tactique à moyenne portée de l'option de première frappe stratégique, car cela équivaldrait à implanter en Europe de nouvelles versions nucléaires de la première frappe.

(M. Rose, République démocratique allemande)

La décision la plus rationnelle et la plus responsable serait d'abandonner le programme d'initiative de défense stratégique et de s'abstenir de mettre au point, d'essayer et de déployer des missiles antibalistiques et d'autres armes spatiales de frappe, conformément au Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles et aux autres instruments juridiques internationaux. Logiquement, une telle mesure présuppose qu'on renonce à établir les capacités respectives des armements.

Dans toutes les négociations et les délibérations concernant le désarmement, certains représentants mettent l'accent sur la question de la vérification. Ils le font avec tant d'insistance parfois que le sujet véritable passe à l'arrière-plan. Examinons brièvement, nous aussi, la question des armes spatiales de ce point de vue.

On peut admettre que la vérification de l'interdiction de la recherche est difficile à assurer, elle commence toutefois à être possible au plus tard lors de l'essai de la capacité des armes. En conséquence, le cycle de la mise au point devrait être au plus tard arrêté à ce stade. Un accord devrait interdire la phase de l'essai, étant donné qu'au stade de la fabrication, il ne serait plus guère possible de vérifier le respect d'un accord d'interdiction.

Prenons par exemple les armes antisatellites. Le 13 septembre 1985, les Etats-Unis ont expérimenté un nouveau système antisatellite. D'autres essais sont prévus. Un système antisatellite comportant deux escadrilles de chasseurs F-15 doit être déployé en 1987. S'il était possible de conclure un traité sur la prévention des armes antisatellites dans un proche avenir, avant les nouveaux essais de l'ensemble du système qui sont prévus, il serait alors facile de vérifier si ce traité est respecté. Même les moyens techniques nationaux suffiraient. Cependant, la situation dans ce domaine peut changer très rapidement. La vérification d'une interdiction éventuelle poserait des problèmes beaucoup plus importants après la mise à l'essai de la capacité des armes. Les chasseurs F-15 et les armes antisatellites peuvent être stationnés dans de nombreux aéroports et aisément camouflés. A un niveau avancé, la vérification deviendrait de plus en plus difficile. A cet égard, la prise de conscience générale, corroborée par l'expérience pratique, est des plus conformes aux faits : plus vite le traité sera conclu, plus facile et efficace sera la vérification.

Au cours des délibérations du Comité, plusieurs délégations ont souligné l'importance de certains termes et affirmé que la solution de problèmes importants en dépendait. Je ne vois pas d'objections à un examen constructif des définitions si cela est nécessaire pour l'élaboration d'accords. L'important est de s'orienter davantage vers des objectifs concrets. C'est la raison pour laquelle nous préconisons que l'on entreprenne sans délai l'élaboration d'un ou plusieurs accords concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

A titre de première mesure, L'URSS a proposé de commencer par l'interdiction des armes antisatellites et l'immunité des objets spatiaux. Cette approche nous semble parfaitement réaliste. Les négociations sur cette question seraient considérablement facilitées si les Etats-Unis étaient

(M. Rose, République démocratique allemande)

disposés à observer un moratoire sur les armes antisatellites, comme l'URSS s'y est unilatéralement engagée depuis 1983. Une telle mesure serait d'autant plus urgente que les essais d'armes antisatellites gênent actuellement déjà les activités spatiales pacifiques.

Si l'objectif est clair, il faut faire preuve d'imagination pour trouver les moyens de le réaliser. De même que d'autres délégations, nous nous préoccupons de la forme que doit prendre un traité sur l'interdiction des armes antisatellites et sur l'immunité des satellites. Compte tenu des débats précédents au Comité, le futur traité devrait à notre avis comprendre les principaux éléments ci-après : premièrement, l'espace devrait être exempt de toute arme destinée à une utilisation contre des objets spatiaux, deuxièmement, tout système d'armes basé sur la Terre et destiné à une utilisation contre des objets spatiaux devrait être interdit, troisièmement, Il faudrait interdire l'utilisation d'objets spatiaux en tant que moyen de détruire ou d'endommager les objets spatiaux d'autres Etats, d'en perturber le fonctionnement normal ou d'en modifier la trajectoire de vol, quatrièmement, il faudrait interdire le recours à la menace ou l'emploi de la force contre des objets spatiaux, cinquièmement, il faudrait protéger l'espace de tous effets nuisibles afin de lui conserver son caractère en vue de la poursuite de son exploration et de son utilisation à des fins pacifique, sixièmement, les entraves involontaires au fonctionnement des objets spatiaux devraient être réduites au minimum, septièmement, le libre accès de tous les Etats à l'espace devrait être garanti, conformément aux principes du droit international.

Lors des délibérations et des négociations, des termes comme "objets spatiaux", "espace", etc., devraient être définis aux fins du traité. Il conviendrait également de se mettre d'accord sur un système de mesures de vérification.

Ma délégation est convaincue qu'une entente sur ces éléments fondamentaux d'un traité serait de nature à promouvoir la poursuite d'un travail objectif. Pendant ce processus, il serait également possible d'élucider promptement les aspects dont il faudrait confier l'étude à d'autres organes des Nations Unies.

Cette année, les travaux du Comité se sont étoffés. Les délibérations ont été axées de plus en plus sur des problèmes concrets et sur les principaux fondements. Les grandes lignes d'accords éventuels ont pu de la sorte être esquissées. Il faut renforcer cette tendance.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Traditionnellement, la Birmanie contribue à la paix et à la coexistence harmonieuse des peuples d'une manière tranquille et impartiale qui lui vaut un respect universel. Ma délégation se félicite, Monsieur le Président, de vous voir diriger notre Conférence dans cette noble tradition. Elle est particulièrement heureuse de noter la présence à nos débats du distingué Secrétaire général adjoint aux affaires du désarmement, M. Martenson.

Je voudrais aborder aujourd'hui le point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées".

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

L'objet de mon intervention est de rappeler l'essentiel de l'approche de ma délégation à l'égard de la prévention de la guerre nucléaire et d'examiner un certain nombre de faits importants qui se sont produits depuis l'année passée et qui ont une grande incidence sur le sujet.

Que la question de la "prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées", occupe une place prioritaire dans notre ordre du jour, ma délégation l'a montré encore et encore par le nombre de déclarations et d'activités qu'elle y a consacrées au cours des trois dernières années. Il n'est guère de point de l'ordre du jour qu'elle n'ait plus fréquemment évoqué dans ses interventions ou ses documents de travail, tant à l'Assemblée générale qu'ici. Le Ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a souligné devant la Conférence, le 2 avril 1985, l'importance que le Gouvernement fédéral attache à un examen approfondi de la question dans ce forum. Qu'il me soit aussi permis de rappeler, à l'intention de mes collègues, les documents de travail CD/357, CD/411 et CD/578 dans lesquels est exposée notre position. Du point de vue du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, les vues présentées à la Conférence dans ces documents de travail restent pleinement valables.

Si les déclarations et documents de travail susmentionnés étaient consacrés au fond du sujet, l'un d'eux, le document CD/578, traitait également de questions d'organisation qui ne sont malheureusement toujours pas réglées. L'idée directrice de ce document de travail était que compte tenu de l'importance primordiale de la question, il fallait qu'aucun effort ne soit épargné pour surmonter les obstacles de procédure le plus tôt possible et que toutes les délégations fassent passer le fond même de leurs préoccupations avant les préoccupations de procédure. Le cadre de travail choisi, acceptable pour tous, devrait permettre un débat rationnel et des échanges d'arguments, au lieu d'une série de monologues préparés. Partant de là et soulignant que le règlement intérieur offrait la souplesse voulue pour une solution adaptée aux besoins, le document énumérait ensuite de façon détaillée les critères auxquels le cadre organisationnel devrait répondre pour permettre d'examiner le point 3. De l'avis de ma délégation, ces critères restent applicables, bien que notre session annuelle soit déjà très avancée.

En ce qui concerne le fond de la question, la position de base de ma délégation a toujours été que l'examen du point 3 devrait partir d'une analyse posée des éléments qui composent le dilemme dans lequel nous nous trouvons actuellement en matière de sécurité. Cela signifie qu'on ne peut traiter de la prévention de la guerre nucléaire indépendamment de la situation fondamentale sous-jacente sur le plan de la sécurité et que la question en jeu est la prévention de la guerre sous toutes ses formes à l'ère nucléaire. Ma délégation a souligné maintes fois que cette approche globale du problème tendait nullement à minimiser les conséquences catastrophiques d'une guerre nucléaire, qui était absolument inadmissible, et qu'elle découlait d'une étude des scénarios possibles de conflits et d'une analyse exhaustive de la menace réelle qui pèse actuellement sur le monde en général et sur les diverses régions.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Cette optique globale, dans laquelle l'accent voulu est mis sur le phénomène spécifiquement nucléaire, est également à l'origine de l'opinion que nous avons fréquemment exprimée, selon laquelle la guerre nucléaire ne peut être efficacement prévenue au moyen de mesures individuelles isolées prises par les Etats et qu'il faut une stratégie politique complexe et multiple, qui se rattache à la conduite globale des Etats. Ma délégation s'est souvent efforcée de démontrer que des mesures individuelles peuvent sans nul doute renforcer le niveau de confiance ou avoir leur utilité dans certaines circonstances, mais que la tâche générale de prévenir la guerre est pluridimensionnelle. Ce qu'il faut, c'est influencer sur la conduite globale des Etats, qui doit être orientée vers des voies plus pacifiques. Le but principal d'une stratégie diplomatique visant à la prévention de la guerre consiste à inciter les Etats à adopter un nouveau code de conduite non agressif leur indiquant quels doivent être leurs rapports à l'ère nucléaire. Les Etats doivent faire la preuve de leurs intentions pacifiques de façon cohérente, concrète et incontestable dans tous les domaines concernant la sécurité. Une attitude de coopération dans tous les secteurs de leurs activités est essentielle pour prévenir la guerre, en particulier la guerre nucléaire. Ainsi comprise, une gamme complète de politiques visant à la prévention des conflits armés offre des possibilités exceptionnelles de renforcer la stabilité. Ce n'est que dans le cadre d'une conduite des Etats ainsi réglée que des mesures individuelles de prévention de la guerre peuvent exercer leur plein effet.

Dans les divers documents de travail présentés à la Conférence que j'ai mentionnés, notre conception de la prévention de la guerre se ramène à quatre principes essentiels : renonciation à la force et observation rigoureuse des principes de la Charte des Nations Unies, modération dans les actions des Etats, tant en ce qui concerne leur degré d'armement que la volonté d'agir de façon à empêcher l'apparition de situations susceptibles de provoquer une dangereuse exacerbation des relations entre les Etats et à prévenir les affrontements militaires et le déclenchement de guerres, établissement d'un équilibre des armements au niveau le plus bas possible, au moyen de mesures de désarmement négociées, et instauration d'un climat de confiance.

Les diverses actions, y compris l'adoption de mesures appropriées et concrètes qui devraient s'inscrire dans cette stratégie ont été exposées en détail dans les documents de travail susmentionnés, elles font également l'objet de deux projets de résolutions présentés par ma délégation aux trente-neuvième et quarantième session de l'Assemblée générale. Ces deux projets portaient un double titre : "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées et prévention de la guerre à l'ère nucléaire". Le titre même visait à refléter le caractère global de ces projets de résolution et, de l'avis de ma délégation et de bon nombre des autres délégations occidentales qui les ont coparrainés, cet intitulé décrit parfaitement la tâche primordiale qui nous attend.

Il est inutile d'entrer dans le détail des recommandations contenues dans ces projets de résolutions, puisque les délégations les connaissent bien sûrement et qu'elles ont donné lieu à d'amples débats constructifs lors des deux dernières sessions de l'Assemblée générale. Je voudrais également faire

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

à nouveau observer que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans l'excellent rapport qu'il a établi sur la prévention de la guerre nucléaire (CD/603), a pleinement analysé et exposé l'idée directrice du premier de ces deux projets de résolution, auquel le second est en grande partie analogue. A propos de cette initiative de ma délégation à l'Assemblée générale, je voudrais dire que je suis très déçu de voir qu'à la présente session de la Conférence du désarmement, l'occasion ne nous a pas été donnée de revoir les objectifs des projets de textes visés. Cependant, je voudrais, comme l'an dernier, présenter à la Conférence le résultat de nos activités à l'Assemblée générale - le projet de résolution A/C.1/40/L.74 - en demandant que la mention de ce texte ainsi que les autres éléments de mon intervention soient pleinement consignés dans notre rapport annuel.

Si j'ai introduit une note de regret dans les observations qui précèdent, j'éprouve en revanche une certaine satisfaction à évoquer les faits récents qui influent sur l'examen de la question. A ce propos, il convient tout d'abord de rappeler la Déclaration commune adoptée à l'issue de la réunion au sommet qui s'est tenue à Genève entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev. Dans ce document, les deux dirigeants mondiaux ont solennellement souligné à quel point il importait de prévenir toute guerre entre eux, quelle soit nucléaire ou classique. Cette Déclaration commune reflète de façon satisfaisante le caractère global de la tâche à accomplir au titre du point 3 de l'ordre du jour et il faut espérer que, dorénavant, lorsque nous examinerons cette question, les pays socialistes tiendront pleinement compte de cette approche d'ensemble. Dans cette même déclaration, un autre élément important de la prévention de la guerre nucléaire et de la guerre en général est souligné : les deux parties sont convenues d'étudier la possibilité de créer, au niveau bilatéral, des centres auxquels serait confiée la tâche de réduire les risques nucléaires. On a appris que, depuis lors, les deux partenaires avaient fait quelques pas en vue de la création de tels centres.

Pendant l'année en cours, deux documents de travail sur le point 3 de l'ordre du jour ont été soumis à la Conférence, l'un par l'Argentine et l'autre par la Chine. De l'avis de ma délégation, ce sont là deux contributions remarquables et constructives, qui auraient dû susciter bien plus de commentaires et de discussions. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier les deux auteurs au nom de ma délégation et formuler quelques brèves observations sur leurs propositions.

Le document de travail de la délégation chinoise (CD/691), soumis le 14 avril 1986, a le grand mérite de replacer le problème d'une prévention efficace de la guerre nucléaire dans le contexte général de la sécurité. Le document souligne à juste titre que, pour arriver à prévenir la guerre nucléaire, il est impératif que la communauté internationale s'oppose aux politiques d'agression et d'expansion, respecte et observe les dispositions de la Charte des Nations Unies et les autres normes des relations internationales, renonce à la menace ou à l'emploi de la force et ait fréquemment recours à des procédures de règlement pacifique des différends. Ce sont là des stratégies essentielles pour la prévention de la guerre et ce n'est pas un hasard si l'on trouve une liste analogue de recommandations dans

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

les documents de travail soumis par ma délégation. Le document de travail chinois expose ensuite avec concision un certain nombre de principes et de stratégies qui méritent tous d'être longuement examinés, même s'ils ne sont pas acceptables pour toutes les délégations. L'une des principales conclusions de ce document, qui figure au paragraphe 7, est la suivante : "Parallèlement à la prévention de la guerre nucléaire, il conviendrait de prévenir également les guerres classiques". Cette prise de conscience essentielle découle d'une appréciation juste de la menace que pourraient représenter des conflits classiques susceptibles de déboucher sur une guerre nucléaire. Le document chinois, qui demande également une réduction radicale des forces armées et des armements classiques dans le cadre des relations Est-Ouest, anticipe ainsi les propositions des plus pertinentes que les pays membres de l'OTAN et du Traité de Varsovie ont émises depuis lors ou sont en voie d'élaborer.

Le document de travail CD/688, soumis par l'Argentine, est également digne d'attention et répond à un certain nombre de préoccupations et d'objectifs de ma délégation. Partant de ses vues bien connues concernant le dilemme nucléaire, qui sont clairement exposées dans la Déclaration de Delhi de janvier 1985, la délégation argentine reconnaît qu'il est nécessaire de prendre des mesures - même intérimaires - pour réduire le risque de guerre nucléaire. Nombreuses sont les mesures détaillées, recommandées dans ce document, qui méritent un examen approfondi de la part de la Conférence, en vue d'arriver à des positions communes. Pour l'essentiel, il ne devrait pas être trop difficile de parvenir à s'entendre. Je voudrais indiquer certains éléments de ces vues d'ensemble qui ont particulièrement frappé ma délégation.

Si le document de l'Argentine examine l'idée d'un moratoire sur les essais d'armes nucléaires - bien que nul n'ignore les difficultés qu'elle soulève - il insiste aussi, il convient de le faire observer, sur la nécessité d'arrangements efficaces de vérification, même dans le contexte d'un moratoire. Ma délégation approuve entièrement l'accent mis sur l'importance de la ratification et du respect rigoureux des accords de limitation des armements et l'utilisation pleine et entière des procédures de consultation prévues dans ces accords. Dans une autre partie du document, une intéressante distinction est établie entre le déploiement d'armes nucléaires dans les zones qu'englobe déjà l'équation des puissances nucléaires et dans celles où il n'y a pas eu jusqu'à présent d'affrontement entre les alliances militaires. Le document insiste tout particulièrement sur une large panoplie de mesures visant à renforcer la confiance, notamment le recours au règlement pacifique des différends, l'élargissement des accords existants et l'établissement en cas d'urgence de dispositifs de communication rapide entre les Etats dotés d'armes nucléaires, ainsi que d'autres mesures négociables pour réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. Particulièrement intéressant est le fait que le document de travail de l'Argentine envisage, au stade initial, la possibilité d'élargir au plan multilatéral les accords existants en vue de la réduction du risque de guerre entre les puissances nucléaires et, à cet égard, la Conférence pourrait constituer un cadre tout trouvé. De même, en approuvant dans le texte de la Déclaration commune des deux partenaires de la rencontre au Sommet de Genève ce qui concerne la création de centres chargés de veiller à la réduction des risques nucléaires, le document de travail de l'Argentine explore la possibilité que les pays non nucléaires

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

établissent des centres de contrôle des crises sur leur propre territoire, reconnaissant ainsi que la menace actuelle, en particulier pour les pays du tiers monde, n'est pas seulement d'ordre nucléaire et que la prévention et la gestion des crises dans le tiers monde devraient être l'une de nos principales préoccupations.

L'interprétation brève et nécessairement sélective que je viens de faire de ces deux importantes contributions de mes collègues et l'évolution des vues concernant la prévention de la guerre qui est attestée par le communiqué publié à l'issue du Sommet de Genève, devraient nous conduire à une conclusion importante : un examen approfondi du point 3 de l'ordre du jour serait des plus opportuns et la situation se présente sous un jour encourageant. Malgré les importantes divergences de vues sur les questions de sécurité, que nous observons à la Conférence, en particulier concernant le domaine nucléaire, la question de la prévention de la guerre peut jouer un rôle de catalyseur et stimuler l'action commune dont nous avons grand besoin ici. La paix et la prévention de la guerre, de la guerre à l'ère nucléaire, sont des objectifs que nous partageons tous. Nous avons trop longtemps sous-estimé notre attachement commun à cette cause. La juxtaposition de toutes les propositions existantes, si diverses qu'elles puissent apparaître à première vue, et l'établissement d'une liste indicative des questions à aborder et à étudier en vue d'identifier des mesures appropriées et concrètes pour la prévention de la guerre pourraient offrir une vaste marge de manoeuvre. Qu'il me soit permis de rappeler que cette liste indicative globale figure dans le document de travail CD/578 et que nous sommes convenus, chaque fois que nous examinons le point 3 de l'ordre du jour, d'examiner toutes les vues, propositions et initiatives, sans assigner d'ordre de priorité. Ce point de l'ordre du jour doit être traité dans une optique globale, avec tolérance et dans une compréhension mutuelle croissante de nos besoins respectifs en matière de sécurité. Il n'y a aucune raison pour ne pas procéder immédiatement à un examen intensif et bien structuré du point 3 de l'ordre du jour, dans le cadre de travail approprié.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon endroit et à l'adresse de mon pays. Ainsi s'achève la liste d'orateurs pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Le secrétariat a fait distribuer à ma demande le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des Comités spéciaux. Comme de coutume, il n'est qu'indicatif et peut être modifié, selon les besoins. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Comme je l'ai annoncé tout à l'heure, j'ai l'intention de convoquer immédiatement après la séance plénière une réunion officieuse où la Conférence poursuivra son examen sur le fond du point 2 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 29 juillet, à 10 h 30.

La séance est levée à 11 h 45.